

PA

13.778

Médiathèque VS Mediathek



1010914248



Constitution

du

Canton du Valais

Du 8 mars 1907

Acceptée par le peuple en date du 12 mai 1907

Avec les modifications survenues jusqu'au
31 décembre 1936



Berne — Imprimé par Stämpfli & C^{ie} — 1937

PA 13.778

Aperçu historique.

Le recueil des lois du Valais s'ouvre par la Constitution du 30 août 1802. Celle-ci avait été précédée, en 1798, d'une constitution calquée sur le modèle imposé par la France du Directoire. Le peuple était exclu de la vie publique et n'exerçait ses droits que par l'intermédiaire de ses représentants. Cette Constitution n'eut d'ailleurs qu'une durée éphémère, le Valais ayant été, la même année déjà, réuni à la République helvétique.

La Constitution de 1802, elle-même imposée par les trois républiques helvétique, française et cisalpine, ne fut pas soumise à la ratification du peuple valaisan. Elle faisait du Valais un Etat libre et indépendant, sous la protection des trois républiques voisines et assurait à la France le libre usage de la route de St-Gingolph au Simplon. Le pays était divisé en 12 dixains ou districts. Le pouvoir législatif était exercé par une Diète composée des députés des dixains, nommés au second degré par le conseil du dixain, sur la base d'un député pour 2000 âmes. Ne pouvaient être nommés que les citoyens ayant revêtu des charges publiques, le grade d'officier ou les fonctions de notaire. Le pouvoir exécutif était confié à un Conseil d'Etat de trois membres nommés par la Diète; le président portait le titre de Grand Baillif. Cette Constitution sacrifiait le referendum pratiqué de temps immémorial en Valais sous la forme d'un droit qu'avait chaque dixain d'accepter ou de rejeter les décisions de la Diète. L'Evêque avait siège à la Diète. Pas trace du droit d'initiative. En 1810, Napoléon incorpore le Valais à l'empire français.

La Constitution de 1815, qui ouvre l'ère nouvelle de la république du Valais réunie comme canton à la Confédération suisse, rétablit le referendum d'autrefois. Les lois, pour être exécutoires, devaient être sanctionnées par la majorité des conseils des dixains et, s'ils s'agit de lois financières, de capitulations militaires et de naturalisations, ces objets devaient encore être déferés aux conseils des communes. Le Grand Baillif présidait à la fois la Diète et le Conseil d'Etat. Les conseils de dixain nommaient les députés à la Diète à raison de quatre par dixain.

Cette dernière disposition provoqua un mouvement d'opposition qui, après de longs démêlés, aboutit aux deux Constitutions successives du 30 janvier et du 3 août 1839. Celles-ci consacraient le principe de l'élection des députés au second degré, sur la base du chiffre de la population. Le Grand Conseil remplaça la Diète; le titre de Grand Baillif fut aboli, chacun des grands corps de l'Etat eut son président. Le referendum était maintenu. Toute revision constitutionnelle devait être soumise à la sanction populaire.



68/1756

Les troubles politiques de l'époque amenèrent bientôt une nouvelle revision constitutionnelle qui porta la date du 14 septembre 1844. Pas d'innovation marquante. Referendum obligatoire; la Constitution ne pouvait être révisée qu'en cas de vote affirmatif de la totalité des membres du Grand Conseil.

Cette Constitution, comme les précédentes, n'eut pas une longue existence. Elle fut remplacée, à la suite des événements de 1847, par celle du 18 janvier 1848. Cette dernière contenait les innovations suivantes: nomination du Grand Conseil directement par les assemblées primaires; droit d'initiative conféré au peuple pour la revision de la Constitution. En revanche, suppression du referendum; diminution notable de l'importance des conseils de dixain ou de district, qui avaient joué jusqu'alors un rôle considérable; suppression de la représentation du clergé au sein du Grand Conseil; incompatibilité des fonctions ecclésiastiques non seulement avec les fonctions civiles, mais aussi avec l'exercice des droits politiques.

Cette Constitution fit place à celle du 23 décembre 1852 qui rétablit le referendum obligatoire pour toute élévation du taux de l'impôt, prévoyait un concordat pour régler les rapports entre l'Eglise et l'Etat, réduisait à cinq le nombre des membres du Conseil d'Etat qui, en 1848, avait été porté à sept, et consacrait enfin le principe de la représentation des minorités par la possibilité de former, pour l'élection des députés, des cercles à côté des districts.

La revision de la Constitution fédérale en 1874 eut pour corollaire une revision de la Constitution cantonale, adoptée par le Grand Conseil le 26 novembre 1875. Préoccupé d'établir le crédit du pays sur des bases plus solides, le constituant rendit obligatoire l'amortissement de la dette publique, qui devait être opéré par annuités régulières et auquel devait spécialement être affecté le demi pour mille de l'impôt cantonal; le taux de celui-ci ne pouvait être augmenté que par une décision du peuple; enfin, toute dépense extraordinaire de 60 000 francs devait être soumise à la sanction populaire. Le droit de revision n'était pas changé. Pas de referendum législatif.

Cette charte resta inchangée jusqu'en 1907. En 1903, une initiative partie du Haut-Valais demanda la revision de la Constitution dans le sens de l'extension des droits populaires. Ce mouvement aboutit à l'adoption de la Constitution du 8 mars 1907. Celle-ci contient des dispositions nouvelles aux points de vue économique et social, en assurant la protection de l'Etat aux œuvres d'intérêt général: agriculture, industrie, enseignement professionnel, établissements hospitaliers, etc. Elle introduisit le referendum obligatoire pour toutes les lois et pour les décrets d'une portée générale et l'initiative législative à côté de l'initiative constitutionnelle.

Cette Constitution a été l'objet de quatre revisions partielles: le 23 juin 1912, le peuple accepte un article suivant lequel les députés au Grand Conseil sont nommés à raison d'un député par 1100 âmes de la population suisse, au lieu d'un député par 1000 âmes de la population totale.

Le 25 janvier 1920 fut votée une revision substituant le système proportionnel au système majoritaire pour l'élection des députés au Grand Conseil.

Le 26 décembre 1920, une nouvelle revision fut votée, introduisant des modifications d'ordre financier et d'ordre politique. Elle consacra, en matière fiscale, le principe de la progression et de l'exemption d'un minimum d'existence; le taux de l'impôt fut fixé par la loi; le chiffre des dépenses extraordinaires obligatoirement soumises à la ratification du peuple, fut porté de 60 000 francs à 200 000 francs. L'élection des membres du Conseil d'Etat et des députés au Conseil des Etats, jusque-là du ressort du Grand Conseil, a lieu par le peuple; l'incompatibilité entre les fonctions ecclésiastiques et les fonctions civiles a été supprimée.

Enfin, selon une dernière revision, votée le 11 mars 1934, les députés au Conseil des Etats sont maintenant nommés lors des élections pour le renouvellement ordinaire du Conseil national.

Les Constitutions du Valais présentent cette caractéristique que, depuis 1815, elles garantissent toutes aux trois principales divisions du pays — Haut-Valais, Centre et Bas-Valais — une représentation au sein du gouvernement et de l'autorité judiciaire supérieure.

Constitution du Canton du Valais. ¹⁾ ²⁾

Au nom de Dieu tout-puissant!

Titre premier.

Principes généraux.

Article premier.

Le Valais est une république démocratique, souveraine dans les limites de la Constitution fédérale et incorporée comme Canton à la Confédération suisse.

La souveraineté réside dans le peuple. Elle est exercée directement par les électeurs et indirectement par les autorités constituées.

Art. 2.

La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat. La liberté de conscience et de croyance est inviolable.

Le libre exercice des cultes est garanti dans les limites compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs.

Art. 3.

Tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Il n'y a, en Valais, aucun privilège de lieu, de naissance, de personnes ou de familles.

Art. 4.

La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont garanties.

Nul ne peut être poursuivi ou arrêté et aucune visite domiciliaire ne peut être faite si ce n'est dans les cas prévus par la loi et avec les formes qu'elle prescrit.

L'Etat est tenu d'indemniser équitablement toute personne victime d'une erreur judiciaire ou d'une arrestation illégale. La loi règle l'application de ce principe.

¹⁾ Les notes relatives aux revisions que les cantons ont apportées à leurs constitutions par l'adoption de nouveaux textes constitutionnels renvoient à la date des votations populaires, ainsi qu'au message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale et à l'arrêté accordant la garantie fédérale.

²⁾ Votation populaire du 12 mai 1907; FF 1907 VI 1; RO 24, 565.

Art. 5.

Nul ne peut être distrait de son juge naturel.

Art. 6.

La propriété est inviolable.

Il ne peut être dérogé à ce principe que pour cause d'utilité publique, moyennant une juste indemnité et dans les formes prévues par la loi.

La loi peut cependant, pour cause d'utilité publique, déterminer des cas d'expropriation, sans indemnité, des terrains bourgeoisiaux et communaux.

Art. 7.

Aucun bien-fonds ne peut être grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable.

Art. 8.

La liberté de manifester son opinion verbalement ou par écrit, ainsi que la liberté de la presse, sont garanties. La loi en réprime les abus.

Art. 9.

Le droit de pétition est garanti. La loi en règle l'exercice.

Art. 10.

Le droit de libre établissement, d'association et de réunion, le libre exercice des professions libérales, la liberté du commerce et de l'industrie sont garantis.

L'exercice de ces droits est réglé par la loi.

Art. 11.

Tout citoyen est tenu au service militaire.

L'application de ce principe est réglée par la législation fédérale et cantonale.

Art. 12.

La langue française et la langue allemande sont déclarées nationales.

L'égalité de traitement entre les deux langues doit être observée dans la législation et dans l'administration.

Art. 13.

L'instruction publique et l'instruction primaire privée sont placées sous la direction et la haute surveillance de l'Etat.

L'instruction primaire est obligatoire; elle est gratuite dans les écoles publiques.

La liberté d'enseignement est garantie, sous réserve des dispositions légales concernant l'école primaire.

Art. 14.

L'Etat édicte des prescriptions concernant la protection ouvrière et assurant la liberté du travail.

Art. 15.

L'Etat encourage et subventionne dans la mesure de ses ressources financières:

1. L'agriculture, l'industrie, le commerce et en général toutes les branches de l'économie publique intéressant le Canton.
2. L'enseignement professionnel concernant le commerce, l'industrie, l'agriculture et les arts et métiers.
3. L'élevage du bétail, l'industrie laitière, la viticulture, l'arboriculture, l'économie alpestre, l'amélioration du sol, la sylviculture et les syndicats agricoles et professionnels.

Art. 16.

L'Etat organise et subventionne l'assurance du bétail.

Il peut créer d'autres assurances et spécialement l'assurance obligatoire mobilière et immobilière contre l'incendie.

Art. 17.

L'Etat favorise le développement du réseau des routes et des autres moyens de communication.

Il contribue par des subsides au diguement du Rhône, ainsi qu'au diguement et à la correction des rivières et des torrents.

Art. 18.

L'Etat fonde ou soutient par des subsides les établissements d'éducation pour l'enfance malheureuse et d'autres institutions de bienfaisance.

Art. 19.

L'Etat doit favoriser et subventionner l'établissement d'hôpitaux, de cliniques et d'infirmières de district ou d'arrondissement.

Il peut aussi créer un établissement similaire cantonal.

Art. 20.

La participation financière de l'Etat dans les cas prévus aux art. 15, 16, 17, 18 et 19 est réglée par des lois spéciales.

Art. 21.

Les autorités et les fonctionnaires publics sont responsables des actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions.

L'Etat est subsidiairement responsable des actes accomplis officiellement par les fonctionnaires nommés par lui.

La loi détermine quels sont les fonctionnaires qui doivent fournir un cautionnement.

Art. 22.

Le fonctionnaire ou l'employé public ne peut être destitué ou révoqué qu'après avoir été entendu ou appelé et sur décision motivée de l'autorité qui l'a nommé.

Art. 23.

Les dépenses de l'Etat sont couvertes:

- a) par les revenus de la fortune publique;
- b) par le produit des régales;
- c) par les droits du fisc et les revenus divers;
- d) par les indemnités, subventions et répartitions fédérales;
- e) par les impôts.

Art. 24¹⁾.

Les impôts de l'Etat et des communes sont fixés par la loi. Celle-ci consacrera le principe de la progression et l'exemption d'un certain minimum d'existence.

Art. 25.

L'amortissement de la dette publique est déclaré obligatoire et doit être opéré par annuités régulières.

Titre II.**Division du Canton.****Art. 26.**

Le Canton est divisé en districts.

Les districts sont composés de communes.

Le Grand Conseil peut, les intéressés entendus, modifier par une loi le nombre et la circonscription des districts et par un décret ceux des communes.

Il en désigne également les chefs-lieux.

¹⁾ Votation populaire du 26 décembre 1920; FF 1921 I 143; RO 37, 142.

Art. 27.

Sion est le chef-lieu du Canton et le siège du Grand Conseil, du Conseil d'Etat et du Tribunal cantonal.

Ces corps peuvent toutefois siéger ailleurs si des circonstances graves l'exigent.

Le décret du 1^{er} décembre 1882 détermine les prestations du chef-lieu.

Lors de la création d'établissements cantonaux, on doit tenir compte des diverses parties du Canton.

La commune qui devient le siège d'un établissement cantonal peut être tenue à des prestations.

Titre III.

Etat politique des citoyens.

Art. 28.

Sont Valaisans:

1. Les bourgeois, par droit de naissance, d'une commune du Canton.
2. Ceux à qui la naturalisation a été conférée par la loi ou par le Grand Conseil.

Lorsque la naturalisation est conférée par le Grand Conseil, le postulant doit, pour que sa demande puisse être prise en considération, produire une déclaration constatant qu'un droit de bourgeoisie lui est assuré dans une commune du Canton et remplir les autres conditions fixées par la loi sur la naturalisation.

Nul étranger au Canton ne peut acquérir le droit de bourgeoisie dans une commune sans avoir été préalablement naturalisé par le Grand Conseil.

La législation fédérale prévue à l'art. 44 de la Constitution fédérale reste réservée.

Art. 29.

Tout citoyen du Canton peut acquérir le droit de bourgeoisie dans d'autres communes, aux conditions fixées par la loi.

Titre IV.

Exercice des droits populaires.Art. 30 ¹⁾.

Sont soumis à la votation du peuple:

1. La révision totale ou partielle de la Constitution.
2. Les concordats, les conventions, les traités rentrant dans la compétence cantonale.

¹⁾ Votation populaire du 26 décembre 1920; FF 1921 I 143; RO 37, 142.

3. Les lois et décrets élaborés par le Grand Conseil, excepté:

- a) Les décrets qui ont un caractère d'urgence ou qui ne sont pas d'une portée générale et permanente. Cette exception doit, dans chaque cas particulier, faire l'objet d'une décision spéciale et motivée.
- b) Les dispositions législatives nécessaires pour assurer l'exécution des lois fédérales.
- c) Les contributions extraordinaires que la Confédération peut imposer aux cantons, en vertu de l'art. 42 de la Constitution fédérale.

4. Toute décision du Grand Conseil entraînant une dépense extraordinaire de fr. 200 000, si cette dépense ne peut être couverte par les recettes ordinaires du budget.

Art. 31.

Le peuple peut, par voie d'initiative:

- a) demander l'élaboration d'une loi nouvelle, l'abrogation ou la modification d'une loi déjà entrée en vigueur depuis quatre ans au moins;
- b) présenter un projet de loi rédigé de toutes pièces.

Dans l'un et l'autre cas, la demande doit être appuyée, dans la forme prévue à l'art. 107, par la signature de 4000 citoyens jouissant de leur droit de vote.

Art. 32.

Lorsque la demande est conçue en termes généraux, le Grand Conseil, s'il l'approuve, procède à l'élaboration du projet dans le sens indiqué par les pétitionnaires, et la loi nouvelle ou modifiée est soumise au vote du peuple.

Si, au contraire, il ne l'approuve pas, l'initiative est soumise à l'adoption ou au rejet du peuple; le Grand Conseil peut motiver sa décision devant le peuple.

Si la majorité des votants se prononce pour l'affirmative, le Grand Conseil procède comme il est dit au premier alinéa du présent article.

Art. 33.

Si la demande revêt la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, ce projet est soumis tel quel à la votation populaire, lorsque le Grand Conseil lui donne son approbation. En cas de non approbation, celui-ci peut élaborer un projet distinct ou recommander le rejet pur et simple du projet proposé.

Le contre-projet ou la proposition de rejet est soumis à la votation en même temps que le projet émané de l'initiative populaire.

Art. 34.

Lorsqu'une demande d'initiative doit entraîner de nouvelles dépenses qui ne peuvent être couvertes par les recettes ordinaires de l'Etat, ou sup-

primer des recettes existantes, le Grand Conseil doit soumettre en même temps au peuple des propositions touchant les ressources nouvelles à créer.

Art. 35.

Dans la règle le peuple est appelé chaque année, dans le courant du mois de décembre, à se prononcer simultanément sur les lois et décrets votés par le Grand Conseil ou émanant de l'initiative populaire.

Le Conseil d'Etat fixe le jour de la votation et la loi en règle le mode.

Titre V.

Pouvoirs publics.

Art. 36.

Les pouvoirs publics sont:

- Le pouvoir législatif;
- Le pouvoir exécutif et administratif;
- Le pouvoir judiciaire.

Chapitre premier.

Pouvoir législatif.

Art. 37.

Le pouvoir législatif est exercé par le Grand Conseil, sous réserve des droits du peuple.

Art. 38.

Le Grand Conseil s'assemble de plein droit:

- a) en session constitutive, le troisième lundi qui suit son renouvellement intégral;
- b) en session ordinaire, le deuxième lundi de mai et le deuxième lundi de novembre de chaque année;

Il se réunit en session extraordinaire:

- a) ensuite de décision du Grand Conseil lui-même;
- b) sur l'invitation du Conseil d'Etat;
- c) à la demande écrite et motivée de vingt députés au moins.

Art. 39.

Chaque session ordinaire est de treize jours continus, au plus; elle peut toutefois être prolongée dans les cas d'intérêt majeur.

Le Grand Conseil en délibère.

Art. 40.

Les séances du Grand Conseil sont publiques. Le huis-clos peut toutefois être prononcé lorsque les circonstances l'exigent.

Art. 41.

Les décisions du Grand Conseil sont prises à la majorité absolue.

L'Assemblée ne peut délibérer qu'autant que les députés présents forment la majorité absolue de la totalité de ses membres.

Art. 42.

Le Grand Conseil nomme dans son sein, à la session constitutive et à la première session ordinaire des années suivantes, son président, deux vice-présidents, deux secrétaires, dont l'un pour la langue française et l'autre pour la langue allemande, et deux scrutateurs.

Art. 43 ¹⁾.

Le Grand Conseil élit, dans la première session ordinaire de chaque législature, le Tribunal cantonal et nomme, à chaque session de mai, le président et le vice-président de ce corps.

Art. 44.

Le Grand Conseil a les attributions suivantes:

1. Il vérifie les pouvoirs de ses membres et prononce sur la validité de leur élection.
2. Il délibère sur les projets de loi ou de décret présentés par le Conseil d'Etat. En cas d'initiative populaire, il procède conformément aux dispositions des art. 32 et 33.
3. Il exerce le droit d'amnistie, le droit de grâce et de commutation de peine.
4. Il accorde la naturalisation.
5. Il examine la gestion du Conseil d'Etat et délibère sur son approbation.

Il peut en tout temps demander compte au pouvoir exécutif d'un acte de son administration.

6. Il fixe le budget, examine et arrête les comptes de l'Etat, ainsi que l'inventaire de la fortune publique.

Le budget et les comptes sont rendus publics; le règlement fixe le mode de cette publication.

¹⁾ Votation populaire du 26 décembre 1920; FF 1921 I 143; RO 37, 142.

7. Il nomme aux dignités ecclésiastiques dont la repourvue appartient à l'Etat.
- 8 ¹⁾. (Abrogé.)
- 9 ¹⁾. (Abrogé.)
10. Il conclut les traités avec les cantons et avec les Etats étrangers, dans les limites de la Constitution fédérale, sauf ratification par le peuple.
11. Il accorde les concessions de mines.
12. Il fixe le traitement des fonctionnaires publics et alloue la somme nécessaire pour celui des employés de l'Etat.
13. Il autorise l'acquisition d'immeubles, l'aliénation ou l'hypothèque des propriétés nationales et les emprunts pour le compte de l'Etat.
14. Il exerce la souveraineté en tout ce que la Constitution ne réserve pas au peuple ou n'attribue pas à un autre pouvoir.
15. Il exerce les droits réservés au Canton par les art. 86, 89 et 93 de la Constitution fédérale.

Art. 45.

Le Grand Conseil peut inviter le Conseil d'Etat à préparer un projet de loi ou de décret et fixer le terme pour la présentation du projet demandé.

Si l'urgence d'un décret est déclarée, le Conseil d'Etat doit le présenter dans la même session.

Art. 46.

Les projets de loi et de décret sont discutés en deux débats et en deux sessions ordinaires.

Si l'urgence d'un décret est déclarée, les seconds débats ont lieu dans la même session.

Art. 47.

Les députés doivent voter pour le bien général d'après leur conviction, sans qu'ils puissent être liés par des instructions.

Art. 48.

Hors le cas de flagrant délit, les membres du Grand Conseil ne peuvent être arrêtés ni poursuivis, pendant les sessions, sans l'autorisation de ce corps.

Les membres du Grand Conseil ne sont responsables qu'envers l'Assemblée des discours qu'ils prononcent en séance.

Au cas où ces discours contiendraient des paroles injurieuses ou diffamatoires, l'Assemblée peut autoriser des poursuites par la voie ordinaire.

¹⁾ Votation populaire du 26 décembre 1920; FF 1921 I 143; RO 37, 142.

Art. 49.

Le mandat de député au Grand Conseil est incompatible avec les fonctions et les emplois dans les bureaux du Conseil d'Etat.

Cette incompatibilité est aussi applicable aux receveurs des districts et aux préposés aux poursuites pour dettes et aux faillites.

Art. 50.

Ne peuvent siéger en même temps au Grand Conseil: le préfet et son substitut, le juge-instructeur et son suppléant, le conservateur des hypothèques et son substitut, l'employé à l'enregistrement et son substitut, l'officier de l'état civil et son substitut.

Art. 51.

Tout siège au Grand Conseil devenu vacant est repourvu conformément à la loi.

Chapitre II.

Pouvoir exécutif et administratif.Art. 52 ¹⁾.

Le pouvoir exécutif et administratif est confié à un Conseil d'Etat composé de 5 membres.

Un d'entre eux est choisi parmi les électeurs des districts actuels de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche; un parmi les électeurs des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey et un parmi les électeurs des districts de Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey.

Les deux autres sont choisis sur l'ensemble de tous les électeurs du Canton. Toutefois, il ne pourra y avoir plus d'un conseiller d'Etat nommé parmi les électeurs d'un même district.

Les membres du Conseil d'Etat sont élus directement par le peuple, le même jour que les députés au Grand Conseil, pour entrer en fonctions le 1^{er} mai suivant. Leur élection a lieu avec le système majoritaire. Le Conseil d'Etat se constitue lui-même chaque année; le président sortant de charge n'est pas immédiatement rééligible.

Il est pourvu à toute vacance au Conseil d'Etat dans les 60 jours, à moins que le renouvellement intégral n'intervienne dans les 4 mois.

La nomination des membres du Conseil d'Etat a lieu par un même scrutin de liste. Si les nominations ne sont pas terminées au jour fixé pour les élections, elles seront reprises le dimanche suivant. Dans ce cas, le résultat de la première opération et l'avis de la reprise des opérations seront publiés immédiatement.

¹⁾ Votation populaire du 26 décembre 1920; FF 1921 I 143; RO 37, 142.

Si tous les membres à élire ne réunissent pas la majorité au premier tour de scrutin, il est procédé à un second tour. Sont élus au second tour, ceux qui ont réuni le plus grand nombre de voix, alors même qu'ils n'auraient pas obtenu la majorité absolue.

Si le nombre des citoyens qui ont obtenu la majorité absolue dépasse celui des citoyens à élire, ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont nommés.

Au cas où deux ou plusieurs citoyens du même district auraient obtenu la majorité absolue, celui qui aura obtenu le plus grand nombre de voix sera seul nommé.

En cas d'égalité de suffrages le sort décide.

Art. 53.

Le Conseil d'Etat a les attributions suivantes:

1. Il présente les projets de loi et de décret.
2. Il est chargé de la promulgation et de l'exécution des lois et décrets, et prend à cet effet les arrêtés nécessaires.
3. Il pourvoit à toutes les parties de l'administration et au maintien de l'ordre public.
4. Il dispose des forces militaires cantonales dans les limites tracées par la Constitution et les lois fédérales.

Si les circonstances l'exigent, il doit convoquer le Grand Conseil.

Celui-ci est immédiatement convoqué lorsque l'effectif des troupes mobilisées dépasse celui d'un bataillon et lorsque le service dure plus de quatre jours.

Le Conseil d'Etat ne peut mettre sur pied que des troupes organisées par la loi.

5. Il entretient les rapports du Canton avec les autorités fédérales et les Etats confédérés.
6. Il nomme, jusqu'au grade de major inclusivement, tous les officiers des unités de troupes cantonales.
7. Il nomme les fonctionnaires, les employés et les agents dont la Constitution ou la loi n'attribue pas la nomination à une autre autorité.
8. Il surveille les autorités inférieures et donne des directions sur toutes les parties de l'administration.
9. Il peut, après les avoir entendues, suspendre, par décision motivée et notifiée, les autorités administratives qui refusent d'exécuter ses ordres. Il doit toutefois en référer au Grand Conseil à sa première session.
10. Il accorde les transferts de mines.

Art. 54.

Le Conseil d'Etat est responsable de sa gestion; il en rend compte annuellement au Grand Conseil et lui soumet en même temps un inventaire complet et détaillé de la fortune publique.

Art. 55.

Il y a incompatibilité entre les fonctions de Conseiller d'Etat et l'exercice du mandat de député au Grand Conseil.

Les Conseillers d'Etat prennent part aux discussions du Grand Conseil avec voix consultative.

Les fonctions de Conseiller d'Etat sont incompatibles avec celles de membre d'un Conseil d'administration d'une société poursuivant un but financier.

Art. 56.

Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent remplir aucune autre fonction cantonale ou communale.

L'exercice des professions libérales leur est pareillement interdit.

Art. 57.

Un seul membre du Conseil d'Etat peut siéger aux Chambres fédérales.

Art. 58.

Le Conseil d'Etat se répartit, par Départements, l'expédition des affaires.

Un règlement approuvé par le Grand Conseil fixe le nombre des Départements et en précise les attributions.

Art. 59.

Le gouvernement a, dans chaque district, pour l'exécution des lois et le service de l'administration, un représentant sous le nom de Préfet et un Préfet-substitut.

Les attributions du Préfet sont déterminées par la loi.

Chapitre III.

Pouvoir judiciaire.

Art. 60.

Le pouvoir judiciaire est indépendant.

Aucun employé de l'Etat, révocable par le gouvernement, ne peut remplir les fonctions de juge au Tribunal cantonal ou de juge d'un tribunal d'arrondissement.

Cette disposition n'est pas applicable aux suppléants.

Art. 61.

Le Tribunal cantonal présente annuellement au Grand Conseil, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, un rapport sur toutes les parties de l'administration judiciaire.

Art. 62.

Il y a par commune ou par cercle un juge et un juge-substitut; par arrondissement, un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel; et pour le Canton, un Tribunal cantonal.

Les membres du Tribunal cantonal doivent connaître les deux langues nationales.

Art. 63.

Le nombre des arrondissements, la composition et la compétence des tribunaux, la nomination et le mode de rétribution des juges, ainsi que l'incompatibilité entre les fonctions judiciaires et d'autres fonctions sont déterminés par la loi.

Il ne peut y avoir plus de quatre tribunaux d'arrondissement.

Les juges de cercle ou de commune et leurs substituts sont nommés par les électeurs du cercle ou de la commune.

Pour la formation des cercles, on tient compte de la population des communes et de leur situation topographique.

Le vote a lieu dans chaque commune.

Art. 64.

Il peut être institué, par voie législative, un tribunal de commerce et un ou plusieurs tribunaux de prud'hommes.

Art. 65.

Il y a un Tribunal du Contentieux de l'administration et une Cour chargée de statuer sur les conflits de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire.

Cette Cour et ce Tribunal sont organisés par des lois spéciales.

Titre VI.

Régime de district et de commune.

Chapitre premier.

Conseil de district.

Art. 66.

Il y a dans chaque district un Conseil de district nommé pour quatre ans.

Le Conseil de la commune nomme ses délégués au Conseil de district, à raison d'un délégué sur trois cents âmes de population.

La fraction de 151 compte pour l'entier.

Chaque commune a un délégué, quelle que soit sa population.

Le Conseil de district est présidé par le Préfet du district ou son substitut.

Art. 67.

Le Conseil règle les comptes du district et répartit entre les communes, sous réserve de recours au Conseil d'Etat, les charges que le district est appelé à supporter.

Il prend annuellement connaissance du compte rendu de l'administration financière de l'Etat.

Il représente le district et veille spécialement à son développement économique et à l'écoulement de ses produits agricoles.

Art. 68.

La loi détermine l'organisation et les autres attributions de ce Conseil.

Chapitre II.

Régime communal.

Art. 69.

Les communes sont autonomes dans les limites de la Constitution et des lois.

Art. 70.

Il y a dans chaque commune :

1. Une assemblée primaire.
2. Un Conseil de commune (municipalité).
3. Une assemblée des bourgeois.

Si le nombre des non bourgeois forme au moins la moitié de l'assemblée primaire, ou si le Conseil communal est composé de la moitié de non bourgeois, l'assemblée des bourgeois a le droit de demander la formation d'un Conseil bourgeoisial.

Art. 71.

Les avoirs bourgeoisiaux qui, antérieurement à l'organisation de la commune municipale, étaient affectés au service public et qui ont passé à la municipalité, sont déterminés par la loi.

Art. 72.

L'assemblée primaire se compose :

1. Des bourgeois.
2. Des Valaisans et des Suisses ayant le droit de voter en vertu de la législation fédérale.

Art. 73.

L'assemblée primaire nomme le Conseil communal, le président et le vice-président de la commune et éventuellement le Conseil général.

Art. 74.

L'assemblée bourgeoise se compose exclusivement des bourgeois.

Elle fixe éventuellement le nombre des membres du Conseil, procède à leur nomination, ainsi qu'à celle du président et du vice-président.

Elle délibère, dans les limites de la loi, sur la réception de nouveaux bourgeois.

Art. 75.

Ces assemblées délibèrent, chacune en ce qui la concerne, sur les règlements de police, sur ceux relatifs à la jouissance de leurs avoirs et sur les autres règlements locaux, sur l'aliénation ou l'hypothèque de leurs biens et sur les procès en appel.

Elles prennent annuellement connaissance du budget, des comptes et de la gestion du Conseil.

Art. 76.

Le Conseil de la Commune se compose de trois membres au moins et de quinze au plus.

Il pourvoit à l'administration générale de la commune; il élabore et fait exécuter les règlements locaux; il nomme ses employés; il fixe le budget des recettes et des dépenses, arrête les comptes et répartit les charges publiques.

Art. 77.

L'assemblée primaire peut nommer, en même temps que le Conseil communal, un Conseil général dont l'organisation et les compétences sont déterminées par la loi.

Art. 78.

Le Conseil de bourgeoisie se compose de trois membres au moins et de sept au plus.

Il veille aux intérêts de la bourgeoisie; il en administre les biens, propose à l'assemblée le règlement sur la jouissance des avoirs bourgeoisiaux et rend annuellement compte de sa gestion.

Art. 79.

Dans les localités où il n'y a pas de Conseil bourgeoisial, le Conseil de la commune en remplit les fonctions.

Art. 80.

L'organisation et les autres attributions de ces Conseils sont déterminées par la loi.

Art. 81.

Dans les communes comptant 400 votants, qui possèdent déjà des sections et dont la population n'est pas agglomérée, les assemblées primaires et bourgeoises peuvent voter par sections.

Cette faculté peut être étendue par la loi à d'autres communes à population disséminée.

Art. 82.

Le Conseil d'Etat exerce la surveillance sur l'administration des communes et des bourgoisies.

Les règlements communaux et bourgeoisiaux sont soumis à son approbation.

Il intervient aussi lorsqu'il y a réclamation de la part d'un ou de plusieurs intéressés.

Art. 83.

Les communes et les bourgoisies doivent soumettre à l'approbation du Conseil d'Etat tous projets importants de vente, d'échange, de bail, de partage d'immeubles, d'aliénation de capitaux, d'emprunts consolidés et de concessions ou transferts de forces hydrauliques.

La loi règle le détail de cette disposition.

Titre VIII.

Mode d'élection, conditions d'éligibilité, durée des fonctions publiques.

Art. 84 ¹⁾.

Les députés et les suppléants au Grand Conseil sont nommés pour chaque district directement par le peuple, à raison d'un député sur 1100 âmes de population suisse.

La fraction de 551 compte pour 1100.

La votation du peuple a lieu dans les communes.

L'élection se fait par district, d'après le système de la représentation proportionnelle. Le mode d'application de ce principe sera déterminé par la loi ²⁾.

¹⁾ Votation populaire du 23 juin 1912; FF 1912 IV 377; RO 28, 826.

²⁾ Votation populaire du 25 janvier 1920.

Art. 85.

Le Grand Conseil, le Conseil d'Etat, les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, les Conseils communaux et les Conseils bourgeoisiaux sont nommés pour une période de quatre ans.

Le président et le vice-président du Conseil d'Etat sont soumis à la réélection toutes les années. Le président n'est pas immédiatement rééligible.

Art. 85^{bis} 1).

Les députés au Conseil des Etats sont nommés directement par le peuple lors des élections pour le renouvellement ordinaire du Conseil national. Ces élections se font avec le système majoritaire dans tout le Canton formant un seul arrondissement électoral.

La nomination des députés au Conseil des Etats a lieu par un même scrutin de liste. Si les nominations ne sont pas terminées au jour fixé pour les élections, elles seront reprises le dimanche suivant. Dans ce cas, le résultat de la première opération et l'avis de la reprise des opérations seront publiés immédiatement.

Si tous les députés à élire ne réunissent pas la majorité absolue au premier tour de scrutin, il est procédé à un second tour. Sont élus au second tour ceux qui ont réuni le plus grand nombre de voix, alors même qu'ils n'auraient pas obtenu la majorité absolue.

Si le nombre des citoyens qui ont obtenu la majorité absolue dépasse celui des citoyens à élire, ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix sont nommés.

En cas d'égalité de suffrage le sort décide.

Art. 86.

La nomination des membres et des suppléants du Grand Conseil a lieu le premier dimanche de mars, pour chaque renouvellement de législature.

Le Grand Conseil nouvellement élu entre en fonction à l'ouverture de la session constitutive.

Art. 87.

Les élections municipales et bourgeoisiales ont lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de décembre. Dans la règle, elles ont lieu à la majorité absolue et au scrutin de liste. Toutefois, la représentation des minorités sera assurée par la loi électorale au moyen du vote limité ou du vote proportionnel, lorsque le cinquième des électeurs en fera la demande.

Le mode de votation sera déterminé par la loi.

¹⁾ Votations populaires du 26 décembre 1920; FF 1921 I 143; RO 37, 142; et du 11 mars 1934; FF 1934 I 977; RO 50, 508.

Les autorités communales entrent en fonctions le premier jour de l'année qui suit leur élection.

S'il y a plainte, le Conseil d'Etat décide quelles sont les autorités qui doivent fonctionner jusqu'au jugement à intervenir.

Art. 88.

Le citoyen peut exercer ses droits politiques à l'âge de vingt ans révolus. Tout électeur est éligible aux fonctions publiques.

Art. 89.

Nul ne peut exercer des fonctions administratives communales ni voter dans deux communes.

Art. 90 ¹⁾.

(Abrogé.)

Art. 91.

Ne peuvent siéger en même temps au Conseil d'Etat:

1. Père et fils.
2. Beau-père et gendre.
3. Beau-père et beau-fils.
4. Frères germains, consanguins ou utérins.
5. Beaux-frères par simple affinité.
6. Oncle et neveu par consanguinité.

Ces incompatibilités sont aussi applicables aux Conseils communaux et bourgeoisiaux ainsi qu'aux tribunaux et aux greffiers.

Les incompatibilités prévues aux chiffres 1 et 2 sont applicables au Conseil général.

Art. 92.

Les cas d'exclusion du droit de vote et du droit d'éligibilité sont déterminés par la législation fédérale et cantonale.

Art. 93.

Le Préfet ne peut remplir des fonctions de l'ordre judiciaire.

Art. 94.

La même personne ne peut cumuler deux fonctions de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif dont l'une serait subordonnée à l'autre.

¹⁾ Votation populaire du 26 décembre 1920; FF 1921 I 143; RO 37, 142.

Art. 95.

Nul ne peut être en même temps président et juge de la même commune .

Art. 96.

Nul ne peut faire partie du Conseil municipal et du Conseil bourgeoisial de la même commune.

Art. 97.

Les avocats patentés ne peuvent faire partie des tribunaux, ni plaider devant un tribunal dont ils tiennent le greffe.

Art. 98.

La loi détermine les autres cas d'incompatibilité et peut interdire le cumul de certaines fonctions.

Art. 99.

Les incompatibilités établies dans la présente Constitution ne sont pas applicables aux substituts ou suppléants des fonctionnaires qu'elles concernent.

Titre VIII.

Dispositions générales et mode de révision.

Art. 100.

Le Conseil d'Etat pourvoit à la promulgation des lois et des décrets et fixe le jour de leur mise à exécution, à moins que le Grand Conseil ne le fixe lui-même.

Art. 101.

Le peuple peut, par voie d'initiative, demander la révision totale ou partielle de la présente Constitution.

L'initiative peut revêtir la forme d'une proposition conçue en termes généraux ou celle d'un projet rédigé de toutes pièces.

Dans l'un et l'autre cas, la demande doit être appuyée par la signature de six mille citoyens actifs.

Art. 102.

Lorsque la demande est conçue en termes généraux, elle est soumise à la votation du peuple avec un préavis du Grand Conseil, si celui-ci le juge opportun.

Les assemblées primaires décident en même temps si, en cas de vote affirmatif, la révision doit être totale ou partielle et si elle doit être faite par le Grand Conseil ou par une Constituante.

Si la demande revêt la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, le Grand Conseil en délibère en deux sessions ordinaires. S'il donne son approbation, le projet est soumis tel quel à la votation du peuple. En cas de non approbation, le Grand Conseil peut en proposer le rejet ou lui opposer un contre-projet.

Le contre-projet ou la proposition de rejet sont soumis à la votation en même temps que le projet émané de l'initiative populaire.

Art. 103.

Si, par suite du vote populaire, la révision doit se faire par le Grand Conseil, elle est discutée en deux sessions ordinaires.

Si elle se fait par une Constituante, elle est discutée en deux débats.

Les élections à la Constituante se font sur la même base que les élections au Grand Conseil. Aucune des incompatibilités prévues pour ces dernières ne leur est applicable.

Art. 104.

Le Grand Conseil peut aussi, de sa propre initiative, réviser la Constitution.

Dans ce cas, il doit suivre les formes fixées pour l'élaboration des lois, après avoir voté l'opportunité de la révision dans deux sessions ordinaires.

Art. 105.

La Constitution révisée par le Grand Conseil ou par une Constituante est soumise à la votation du peuple.

Art. 106.

La majorité absolue des citoyens ayant pris part au vote décide dans les votations ordonnées en exécution des art. 102 et 105.

Art. 107.

Toute demande de révision émanant de l'initiative populaire doit être adressée au Grand Conseil.

Les signatures qui appuient la demande sont données par commune et la capacité électorale des signataires doit être attestée par le président de la commune. Celui-ci doit également s'assurer de l'authenticité des signatures qui lui paraîtraient suspectes.

Titre IX.

Dispositions transitoires.

Art. 108.

Les élections prévues par la présente Constitution n'ont lieu qu'à l'expiration des termes fixés par la législation actuelle.

Une nouvelle loi électorale doit être présentée au Grand Conseil avant le 1^{er} janvier 1908.

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 8 mars 1907.

Le 1^{er} Vice-Président du Grand Conseil:

Maur. de Werra.

Les Secrétaires:

Cyr. Joris. Ig. Mengis.

Index des matières.

(Les chiffres renvoient aux articles de la Constitution.)

Administration.

- Egalité de traitement entre les deux langues nationales 12.
- Gestion 44^s, 53², 54, 67.
- par le Conseil d'Etat 53³.
- Surveillance 53⁸.
- Tribunal du contentieux de l'— 65.
- Cour chargée de statuer sur les conflits de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire 65.

Agriculture.

- Encouragement 15.
- Enseignement professionnel 15.
- Elevage du bétail, industrie laitière, viticulture, arboriculture, économie alpestre, amélioration du sol, sylvi-culture, syndicats agricoles. Encou-ragement par l'Etat 15.
- Assurance du bétail 16.
- Produits agricoles. Ecoulement 67.

Amélioration du sol. Encouragement 15.

Amnistie. Droit d'— 44³.

Arboriculture. Encouragement 15.

Arrestations 4, 48.

Arts et métiers. Enseignement profes-sionnel. Encouragement 15.

Assemblée fédérale, nombre maximum des conseillers d'Etats aux Chambres fédérales 57.

Association. Liberté d'—. Garantie 10.

Assurance

- du bétail 16.
- obligatoire mobilière et immobilière contre l'incendie 16.

Autorités 36—65.

- Responsabilité 21.
- Surveillance du Conseil d'Etat 83⁸.
- Suspension 53⁹.
- Grand Conseil 37—51.
- Conseil d'Etat 52—59.
- Préfets 59.
- judiciaires 60—65.

Autorités (suite).

- Conseils de district 66—68.
- communales 70—81, 85, 87.

Avocats 97.

Bétail.

- Elevage. Encouragement 15.
- Assurance du —. Subventions de l'Etat 16.

Bienfaisance. Institutions de —. Fon-dation et soutien 18.

Biens bourgeoisiaux. V. Immeubles.

Biens-fonds. V. Immeubles, Propriété.

Bourgeois 28.

- Assemblées des — 70, 74, 75, 81.
- Conseils bourgeoisiaux 70, 78, 85, 91, 96.
- Biens bourgeoisiaux 71, 75, 78.
- Réception de nouveaux — 74.
- Elections bourgeoises 85, 87.

Bourgeoisies. V. Communes.

Budget 44⁶, 75, 76.

Cercles 63.

Chambres fédérales. V. Assemblée fédé-rale.

Charges foncières. Interdiction des redevances perpétuelles irrache-tables 7.

Chef-lieu du canton 27.

Chefs-lieux des districts 26.

Citoyens.

- Liberté de conscience et de croyance 2.
- Egalité devant la loi 3.
- Liberté de pensée 8.
- Droit de pétition 9.
- Liberté d'établissement 18.
- Liberté d'association et de réunion. Garantie 10.
- Libre exercice des professions libé-rales. Garantie 10.

Citoyens (suite).

- Liberté du commerce et de l'industrie. Garantie 10.
- Liberté d'enseignement. Garantie 13.
- Liberté du travail 14.
- Droit de bourgeoisie 28.
- Droits populaires 30—35.
- Droit de vote et d'éligibilité 88, 89.
- Droits politiques 88, 89.
- Exclusion du droit de vote et d'éligibilité 92.

Cliniques. Etablissement 19.**Commerce.**

- Liberté du —. Garantie 10.
- Encouragement 15.
- Enseignement professionnel. Encouragement 15.
- Tribunal de commerce 64.

Communes 26, 69—83.

- Sièges d'un établissement cantonal 27.
- Prestations en faveur d'un établissement cantonal 27.
- Juges de commune 63, 95.
- Nomination des conseils de district 66.
- Autonomie des — 69.
- Autorités communales 70, 87.
- Assemblées primaires 70, 72, 73, 75, 77, 81, 102.
- Conseils communaux (municipalités) 70, 73, 76, 77, 79, 80, 85, 91, 96.
- Assemblées bourgeoises 70, 74, 75, 81.
- Conseils bourgeoisiaux 70, 78, 85, 91, 96.
- Avoirs bourgeoisiaux 71, 75, 78.
- Président et vice-président de commune 73, 95.
- Conseils généraux 73, 77, 91.
- Comptes des — 75, 76.
- Administration des — 76, 82.
- Employés communaux 76.
- Charges publiques 76.
- Règlements communaux et bourgeoisiaux 75, 76, 82.
- Projets de vente, d'échange, de bail, de partage d'immeubles, d'aliénation de capitaux, d'emprunts consolidés et de concessions ou transferts de forces hydrauliques. Approbation du Conseil d'Etat 83.
- Elections municipales et bourgeoisiales 87.

Communes (suite).

- Incompatibilités entre les fonctions de président et de juge de la même commune 95.

Communication, moyens de —. Développement 17.**Compétence. Conflits de — 65.****Comptes des communes 75, 76.****Comptes de l'Etat 23, 34, 44^e.****Concordats. Votation populaire 30.****Conflits de compétence 65.****Conscience. Liberté de — 2.****Conseil d'Etat 52—59.****— Siège du — 27.****— Gestion. Examen et approbation 44^e.****— Projets de lois ou de décrets 45, 46, 53¹ et 2.****— Nombre, élection et durée du mandat des membres 52, 85.****— Sièges vacants. Repourvue 52.****— Président 52.****— Attributions 53, 100.****— Responsabilité concernant sa gestion 54.****— Incompatibilité avec les fonctions de conseiller d'Etat 55, 56, 91.****— Voix consultative des membres aux séances du Grand Conseil 55.****— Nombre maximum des conseillers d'Etat aux Chambres fédérales 57.****— Interdiction aux conseillers d'Etat d'exercer des professions libérales 56.****— Répartition en départements 58.****— Nomination du président et du vice-président 85.****Conseil des Etats. Nomination des députés 85^{bis}.****Constituante. V. Constitution cantonale.****Constitution cantonale.****— Révision partielle ou totale.****— — Votations populaires 30, 102, 103, 105, 106.****— — Initiatives populaires demandant la — 101, 102, 107.****— — par le Grand Conseil ou par une Constituante. Décision des assemblées primaires 102, 103, 104.****— — Elections à la Constituante 103.****Contributions extraordinaires imposées aux cantons par la Confédération.****Votation populaire 30.****Conventions. Votation populaire 30.**

Cour chargée de statuer sur les conflits de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire 65.

Cours d'eau. Diguement et correction. Subsidés 17.

Croyance. Liberté de — 2.

Cultes. Libre exercice. Garantie 2.

Décrets. V. Lois et décrets.

Départements cantonaux 58.

Dépenses de l'Etat.

— Couverture 23, 34.

— Fixation 44⁶.

Dettes publiques. Amortissement obligataire 25.

Districts 26.

— Conseils de district 66—68.

— Comptes des districts 67.

Domicile.

— Inviolabilité 4.

— Visite domiciliaire 4.

Droit d'amnistie 44³.

Droit de bourgeoisie 28.

Droit de cité 28.

Droit d'éligibilité 92.

Droit de grâce 44³.

Droit de pétition. Garantie 9.

Droit de vote.

— Exercice 88, 89.

— Exclusion 92.

Droits politiques.

— Exercice 88, 89.

— Exclusion 92.

Droits populaires 30—35.

Ecclésiastiques. Nomination 44⁷.

Ecoles. V. Instruction publique.

Economie alpestre. Encouragement par l'Etat 15.

Economie publique. Encouragement 15.

Education. Etablissements d'— pour l'enfance malheureuse. Fondation et soutien 18.

Egalité devant la loi 3.

Electeurs 88, 89, 92.

Elections 66, 73, 81, 84—87, 103, 108.

Eligibilité aux fonctions publiques 88, 92.

Emprunts 44¹³, 83.

Enfance malheureuse. Etablissements d'éducation. Fondation et soutien 18.

Enseignement. V. Instruction publique.

Enseignement professionnel. Encouragement 15.

Erreur judiciaire. Indemnités aux victimes 4.

Etablissement. Liberté d'—. Garantie 10.

Etablissements cantonaux.

— Création 18, 19, 27.

— Prestations des communes 27.

Etat-civil. Officier. Incompatibilité avec le mandat de député au Grand Conseil 50.

Expropriation pour cause d'utilité publique 6.

Fisc. Droits et revenus divers 23.

Fonctionnaires et employés.

— Responsabilité 21.

— Cautionnement 21.

— Destitution ou révocation 22.

— Traitements 44¹².

— Incompatibilité:

— — avec le mandat de député au Grand Conseil 49, 50.

— — avec les fonctions de juge au Tribunal cantonal ou de juge d'un tribunal d'arrondissement 60.

— — avec les fonctions de président et de juge de la même commune 95.

— — avec d'autres fonctions 94—99.

— Nomination 53⁷.

— des — de l'ordre judiciaire 85.

Fonctions publiques. Eligibilité 88.

Forces hydrauliques. Concessions ou transferts 83.

Forces militaires cantonales. Emploi 53⁴.

Forêts. Encouragement de la sylviculture 15.

Formation professionnelle. Encouragement 15.

Fortune publique.

— Revenus 23.

— Inventaire 44⁶, 54.

Gestion 44⁵, 53², 67.

Grâce. Droit de — 44³.

Grand Conseil 37—51.

— Siège du — 27.

— Décisions soumises à la votation du peuple 30.

— Sessions constitutives, ordinaires et extraordinaires 38, 39.

Grand Conseil (suite.)

- Convocation 38, 53 ⁴.
- Séances publiques 40.
- Décisions et délibérations 41.
- Président, vice-présidents, secrétaires et scrutateurs. Nomination 42.
- Attributions 44.
- Vote des députés 47.
- Immunité des députés 48.
- Responsabilité des députés 48.
- Discours des députés 48.
- Incompatibilité du mandat de député avec d'autres fonctions 49, 50, 55, 56, 57.
- Sièges vacants 51.
- Voix consultative des conseillers d'Etat 55.
- Election des députés 84—86.
- Durée du mandat 85.
- Représentation proportionnelle 84.
- Entrée en fonction du — nouvellement élu 86.
- Revision de la Constitution cantonale 102—105.

Hôpitaux, cliniques et infirmeries de district ou d'arrondissement. Etablissement 19.

Hypothèques. Conservateur des —. Incompatibilité avec le mandat de député au Grand Conseil 50.

Immeubles.

- Expropriation 6.
- Interdiction des redevances perpétuelles irrachetables 7.
- Acquisition d'—, aliénation ou hypothèque de propriétés nationales 44 ¹³.
- Aliénation ou hypothèque de biens bourgeoisiaux 75.
- Vente, échange, bail et partage d'— 83.

Impôts de l'Etat et des communes 23, 24.

Incompatibilités entre certaines fonctions 49, 50, 55, 56, 57, 60, 63, 91, 93—99.

Indemnités fédérales 23.

Industrie.

- Liberté. Garantie 10.
- Encouragement 15.
- Enseignement professionnel. Encouragement 15.

Industrie laitière. Encouragement 15.

Infirmeries. Etablissement 19.

Initiatives populaires

- demandant l'élaboration d'une loi nouvelle, l'abrogation ou la modification d'une loi existante 31—35, 44 ².
- demandant la revision totale ou partielle de la Constitution cantonale 101, 102, 107.

Institutions de bienfaisance. Fondation et soutien 18.

Instruction publique. V. aussi Education.

- Haute surveillance de l'Etat 13.
- Instruction primaire obligatoire 13.
- Ecoles publiques gratuites 13.
- Liberté d'enseignement. Garantie 13.
- Enseignement professionnel concernant le commerce, l'industrie, l'agriculture et les arts et métiers 15.

Juge naturel 5.

Juges de cercle 63.

Juges instructeurs. Incompatibilité avec le mandat de député au Grand Conseil 50.

Justice. V. aussi Tribunaux.

- Erreur judiciaire. Indemnité aux victimes 4.

Lait. Industrie laitière. Encouragement 15.

Langues nationales 12, 42, 62.

Législation. V. aussi Lois et décrets.

- Egalité de traitement entre les deux langues nationales 12.

Liberté

- de conscience et de croyance. Inviolabilité 2.
- individuelle. Garantie 4.
- de pensée. Garantie 8.
- de la presse. Garantie 8.
- d'établissement. Garantie 10.
- d'association et de réunion. Garantie 10.
- du commerce et de l'industrie 10.
- d'enseignement. Garantie 13.

Lois et décrets.

- Egalité de traitement entre les deux langues nationales 12.
- Votations populaires 30, 35.
- Clause d'urgence 30, 45, 46.
- Initiatives populaires relatives à des — 31, 35, 44 ².

Lois et décrets (suite).

- Délibérations des — par le Grand Conseil 44², 46.
 - Projets. Elaboration et présentation 45.
 - Publication 100.
- Lois fédérales.**
- Exécution. Dispositions législatives. Votation populaire 30.
 - Referendum 44¹⁵.

Métiers. Enseignement professionnel. Encouragement 15.

Mines.

- Octroi des concessions 44¹¹.
- Transferts de — 53¹⁰.

Naturalisation 28, 44⁴.

Officiers des unités de troupes cantonales. Nomination 53⁶.

Ordre public. Maintien 2, 53³.

Ouvriers. Protection 14.

Parenté. Incompatibilité avec certaines fonctions 91.

Peines. Commutation des — 44³.

Pétition. Droit de — . Garantie 9.

Police. Règlement 75.

Poursuite pour dette et faillite. Préposés. Incompatibilité avec le mandat de député au Grand Conseil 49.

Pouvoirs publics 36.

- législatif 37—51.
- exécutif et administratif 52—59.
- judiciaire 60—65.
- Conflits de compétence 65.

Préfets.

- Incompatibilités avec les fonctions de — 50, 93.
- Attributions 59.

Presse. Liberté de la — . Garantie 8.

Privileges de lieu, de naissance, de personnes ou de familles. Non-reconnaissance par l'Etat 3.

Professions libérales.

- Libre exercice. Garantie 10.
- Interdiction aux conseillers d'Etat d'exercer des — 56.

Propriété.

- Inviolabilité 6.
- Expropriation 6.
- Biens-fonds. Redevance perpétuelle irrachetable. Interdiction 7.

Propriété (suite).

- Acquisition d'immeubles, aliénation ou hypothèque de propriétés nationales 44¹³.
 - Aliénation ou hypothèque de biens bourgeoisiaux 75.
 - Vente, échange, bail ou partage d'immeubles 83.
- Prud'hommes.** Tribunaux de — 64.

Recettes de l'Etat 34, 44⁶.

Receveurs de district. Incompatibilité avec le mandat de député au Grand Conseil 49.

Referendum concernant les lois et arrêtés fédéraux 44¹⁵.

Régales. Produit 23.

Religion catholique, apostolique et romaine 2.

Représentation proportionnelle

— pour l'élection du Grand Conseil 84.

— pour les élections municipales et bourgeoises 87.

République démocratique 1.

Réunion. Liberté de — . Garantie 10.

Rhône. Diguement. Subsidés 17.

Rivières. Diguement et correction. Subsidés 17.

Routes. Développement 17.

Service militaire obligatoire 11.

Souveraineté

- du peuple 1.
 - Exercice par le Grand Conseil 44¹⁴.
- Subventions fédérales** 23.
- Sylviculture.** Encouragement 15.
- Syndicats agricoles et professionnels.** Encouragement 15.

Torrents. Diguement et correction. Subsidés 17.

Traités.

- Votation populaire 30, 44¹⁰.
- Conclusion 44¹⁰.

Travail. Liberté du — 14.

Tribunal cantonal.

- Siège du — 27.
- Election des membres, du président et du vice-président 43.
- Incompatibilités entre les fonctions de juge au — et d'autres fonctions de l'Etat 60, 63, 91, 93, 94, 95, 97.
- Administration judiciaire. Rapport du — 61.

Tribunal cantonal (suite).

- Obligation des membres du — de connaître les deux langues nationales 62.
- Compétence du —; nomination et rétribution des juges 63.

Tribunaux 60—65. V. aussi Tribunal cantonal.

- Pouvoir judiciaire indépendant 60.
- Incompatibilités entre les fonctions de juge d'un tribunal d'arrondissement et d'autres fonctions de l'Etat 60, 63, 91.
- Administration judiciaire 61.
- Juge de commune ou de cercle 62.
- Nombre des tribunaux 62, 63.
- de cercle 62.
- Compétence des —; nomination et rétribution des juges 63.
- Juges de cercle ou de commune 63.
- Cercles. Formation 63.
- Tribunal de commerce 64.
- de prud'hommes 64.

Tribunaux (suite).

- Tribunal du contentieux de l'administration 65.
- Cour chargée de statuer sur les conflits de compétence entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire 65.
- Nomination des fonctionnaires de l'ordre judiciaire 85.
- Greffiers. Incompatibilités 91.

Troupes cantonales.

- Emploi 53 ⁴.
- Nomination des officiers 53 ⁶.

Viticulture. Encouragement par l'Etat 15.**Votations populaires.**

- Objets soumis aux — 30.
- sur les demandes d'initiatives populaires 32—35, 102.
- sur les revisions constitutionnelles 30, 102, 105, 106.
- sur les lois et décrets 35.



